Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1927 (employés) et 1933 (ouvriers).

Lois en vigueur: 1982, 1991.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 2,80 zlotys)

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives agricoles et d'autres coopératives, artisans indépendants, travailleurs à domicile, avocats et ecclésiastiques.

Régimes spéciaux pour les militaires, la police et les agriculteurs indépendants.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 45% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Les cotisations ci-dessus de l'employeur financent également toutes autres prestations de sécurité sociale en espèces (à l'exception des prestations de chômage et des prestations familiales).

Conditions d'attribution

Pensions de vieillesse: 65 ans (hommes) ou 60 ans (femmes) et 25 années d'assurance (hommes) ou 20 années (femmes). Age inférieur pour danseurs, acrobates, mineurs, travailleurs occupés à des travaux souterrains ou insalubres, enseignants, personnel de l'aviation et professions maritimes.

Retraite anticipée de 5 ans pour les femmes ayant 30 années d'assurance, les anciens combattants, les invalides; sans condition d'âge pour les chômeurs économiques ayant 40 années d'assurance (hommes) ou 35 années (femmes), ainsi que pour les assurés ayant 25 années d'assurance (hommes) ou 20 années (femmes) qui cessent leur activité professionnelle pour prendre soin d'un enfant handicapé.

Retraite partielle nécessaire.

Pension d'invalidité: Incapacité pour tout travail (invalidité totale); capacité de travail fortement diminuée ou incapacité totale pour le travail habituel (invalidité partielle). 5 ans d'emploi au cours des 10 dernières années (1 à 4 ans si âgé de moins de 30 ans). Incapacité survenant en cours

d'emploi ou dans les 18 mois qui suivent la cessation du travail.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'emploi pour l'octroi d'une pension d'invalidité ou de vieillesse.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 24% du salaire moyen national (voir ci-dessous) plus:

- 1,3% du salaire du demandeur (voir ci-dessous) multiplié par le nombre d'années de cotisation;

- 0,7% du salaire du demandeur, multiplié par le nombre d'années de crédits (par exemple pour élever des enfants); les années de crédits ne doivent pas représenter plus de 1/3 des années de cotisation.

Montant du salaire moyen national: 702,62 zlotys.

Salaire du demandeur calculé aux fins de la pension: Salaire mensuel moyen de 6 années consécutives choisies par le demandeur parmi les 15 années ayant précédé l'année au cours de laquelle la demande de pension est déposée. Depuis 1993, ces périodes sont prolongées chaque année d'un an et seront ainsi de 10 ans sur 20 en l'an 2000. Plafond du salaire pour le calcul des prestations: 25% du salaire moyen national.

Supplément pour assistance constante: 70,26 zlotys par mois (10% du salaire moyen national).

Ajustement automatique des pensions pour compenser l'inflation (selon l'augmentation du salaire moyen national lorsqu'elle est supérieure à 10% pendant le trimestre).

Pension minimum: 274,02 zlotys par mois, soit 39% du salaire moyen national.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: En cas d'incapacité totale, la prestation est calculée de la même manière que la pension de vieillesse.

Supplément pour assistance constante: 70,26 zlotys par mois (10% du salaire moyen national).

Pension d'invalidité partielle: 75% du montant de la pension d'invalidité totale.

Pension minimum: Invalidité totale, 274,02 zlotys par mois, soit 39% du salaire moyen national; invalidité partielle, 210,79 zlotys par mois, soit 30% du salaire moyen national.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pensions de survivants: Un survivant, 85% de la prestation (pension) due à l'assuré décédé; deux survivants, 90%; trois ou plus, 95%. Si le défunt n'avait pas droit à la pension de vieillesse, c'est la pension d'invalidité totale qui servira de base au calcul de la pension de survivants.

Supplément pour chaque orphelin de père et de mère: 70,26 zlotys par mois (10% du salaire moyen national).

Allocation funéraire: 1 405,24 zlotys, soit 200% du salaire moyen national.

Pension minimum: Comme pour les pensions de vieillesse.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique sociale: Surveillance générale.

Ministère de l'Agriculture: Surveillance générale du régime des agriculteurs indépendants.

Institut des assurances sociales, par ses 55 succursales: Gestion du régime.

Contrôle de l'Institut et de ses succursales par des conseils composés pour 5/9 de représentants des syndicats, 2/9 de représentants des travailleurs indépendants, 1/9 de représentants des pensionnés et 1/9 de représentants du gouvernement.

Institut agricole de sécurité sociale: Gestion du régime des agriculteurs indépendants.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1920.

Loi en vigueur: 1974.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales)

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives agricoles, de coopératives d'artisans et de coopératives liées au milieu rural, artisans indépendants, avocats, travailleurs à domicile. Les titulaires de pensions et les autres travailleurs indépendants, y compris les agriculteurs, bénéficient seulement des prestations médicales.

Régimes spéciaux pour les exploitants agricoles, les militaires et la police.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations de pensions.

Gouvernement: Idem; également tout le coût des soins médicaux.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie et de maternité: Exercice d'un emploi assuré.

Prestations médicales: Exercice d'un emploi assuré ou être pensionné.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: 80% du salaire moyen des 6 derniers mois. 100% du salaire moyen si l'incapacité survient pendant une grossesse ou continue au-delà de 90 jours.

Dues depuis le premier jour de l'incapacité pendant 26 semaines (peuvent être étendues à 39 semaines si guérison probable). Peuvent être suivies d'une prestation de réadaptation pendant 12 mois au taux de 75% du salaire si guérison probable.

Pendant les premiers 35 jours, la prestation de maladie est prise en charge par l'employeur.

Prestations de maternité: 100% du salaire pendant 16 semaines pour la première naissance, 18 semaines pour les naissances suivantes et 26 semaines pour les naissances multiples. Suivies par un congé d'éducation de 24 mois (36 mois pour parent seul) ou de 72 mois (si enfant handicapé), pendant lequel les prestations s'élèvent à 133,10 zlotys par mois (211,70 zlotys pour parent seul), ajustées tous les trois mois.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Services médicaux fournis directement aux patients par les établissements du service public de la santé, pour le compte du régime d'assurance sociale.

Englobent: Soins de généralistes ou de spécialistes, hospitalisation, cures, soins dentaires, soins de maternité par une sage-femme ou un médecin à domicile ou à l'hôpital. Durée: Pas de limite pendant l'emploi; si l'emploi cesse, les soins continuent pendant 26 semaines (avec possibilité d'extension à 39 semaines). Subventionnement par l'Etat des médicaments de base.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge:
Les mêmes que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique sociale:
Surveillance générale des prestations en espèces.

Institut des assurances sociales: Gestion des prestations en espèces. Les employeurs occupant plus de 20 personnes versent les prestations à leurs travailleurs et les déduisent de leurs cotisations.

Ministère de la Santé et de l'Assistance sociale:
Fourniture des prestations médicales, pour le compte du régime d'assurance sociale, par ses propres cliniques, centres de prévention, hôpitaux et sanatoriums.

Accidents du travail et maladies professionnelles**Dates de la législation de base et types de régimes**

Première loi: 1884.

Lois en vigueur: 1975, 1991.

Régime d'assurance sociale**Champ d'application**

Travailleurs salariés, membres de coopératives agricoles, de coopératives d'artisans et de coopératives liées au milieu rural, artisans indépendants, avocats et travailleurs à domicile.

Régimes spéciaux pour les exploitants agricoles, les militaires et la police.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations de pensions.

Gouvernement: Idem; également tout le coût des soins médicaux.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire.

Dues dès le premier jour de l'incapacité pendant 26 semaines (avec possibilité d'extension à 39 semaines).

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale, prestation calculée comme la pension générale d'invalidité, correspondant au minimum à 80% du salaire de l'assuré pris en compte pour le calcul de la pension. Supplément pour assistance constante: 70,26 zlotys par mois (10% du salaire moyen national mensuel).

Incapacité partielle: Comme la pension générale d'invalidité partielle, correspondant au minimum à 60% du salaire de l'assuré pris en compte pour le calcul de la pension.

Pension minimum: 120% du montant minimum de la pension générale d'invalidité.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivants: 1 survivant, 85% de la pension d'incapacité permanente totale de l'assuré décédé; 2 survivants, 90%; 3 survivants ou plus, 95%.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique sociale:
Surveillance générale.

Institut des assurances sociales: Gestion des prestations en espèces.

Ministère de la Santé et de l'Assistance sociale:
Fourniture des prestations médicales par ses propres cliniques et hôpitaux.

Institut agricole de sécurité sociale: Gestion du régime des agriculteurs indépendants.

Chômage**Dates de la législation de base et types de régimes**

Première loi: 1924.

Lois en vigueur: 1991, 1994.

Régime d'assurance sociale**Champ d'application**

Ouvriers et employés.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Couvre un éventuel déficit.

Conditions d'attribution

Inscription à l'office de l'emploi. 180 jours d'emploi au cours des 12 derniers mois, ou personnes cherchant un emploi après les études, le service militaire obligatoire, un congé de maternité ou au sortir d'un établissement pénitentiaire.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: 36% du salaire moyen national pendant: 9 mois pour les personnes achevant leurs études secondaires ou universitaires; 12 mois pour les autres; 18 mois pour les personnes ayant travaillé pendant 25 ans (femmes) ou 30 ans (hommes) au moins; 24 mois en cas de faillite ou de liquidation de l'entreprise jusqu'à l'octroi de la pension de vieillesse pour les personnes ayant accompli au moins 30 ans d'emploi (femmes) ou 35 ans (hommes), ou pour celles occupées au minimum pendant 15 ans à des travaux pénibles ou insalubres, auxquelles il reste moins de 2 ans à attendre pour avoir droit à une pension de vieillesse.

75% du salaire moyen mensuel (servant de base au calcul de la pension) pour les personnes licenciées à cause de la faillite ou de la liquidation de l'entreprise.

115% de l'allocation de chômage "normale" pour les personnes au chômage en cours de formation. La période de paiement de l'allocation est alors prolongée de la période de formation.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique sociale: Surveillance générale.

Bureaux des voïvodies et offices locaux de l'emploi: Inscription et placement des chômeurs, versement des prestations.

Institut des assurances sociales: Encaissement des cotisations auprès des entreprises.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1947.

Loi en vigueur: 1994.

Régime universel (sous conditions de ressources)

Champ d'application

Tous les résidents.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Coût total.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant de moins de 16 ans (20 ans si étudiant). Pas de limite si invalide (invalidité totale). Allocation de conjoint à charge: Epouse âgée de plus de 60 ans, invalide ou élevant un enfant invalide; époux âgé de plus de 65 ans, invalide ou élevant un enfant invalide.

Le revenu par personne doit être inférieur à 50% du salaire moyen national du dernier trimestre.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: Somme forfaitaire de 21 zlotys par mois pour le conjoint ayant droit et chaque enfant, ajustée annuellement. Allocation d'assistance constante pour enfant malade: 70,26 zlotys par mois (10% du salaire moyen national), ajustée trimestriellement.

Allocation de naissance: 105,39 zlotys (15% du salaire moyen national).

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique sociale: Surveillance générale.

Ministère de l'Agriculture: Surveillance générale du régime des agriculteurs indépendants.

Institut des assurances sociales, par ses 55 succursales: Gestion du régime pour les travailleurs et les pensionnés. Offices communaux pour les autres prestataires. Offices locaux de l'emploi pour les chômeurs.

Contrôle de l'Institut et de ses succursales: Conseils composés pour 5/9 de représentants des syndicats, 2/9 de représentants des travailleurs indépendants, 1/9 de représentants des pensionnés et 1/9 de représentants du gouvernement.

Institut agricole de sécurité sociale: Gestion du régime des agriculteurs indépendants.

Les employeurs occupant plus de 4 travailleurs leur versent les prestations et les déduisent de leurs propres cotisations.